

## CONVENTION DE PARTENARIAT

### ENTRE

**MUTUELLE GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE (MGEN)**, mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité, identifiée sous le numéro unique 775 685 399, dont le siège social est sis 3 square Max-Hymans – 75748 Paris Cedex 15, représentée par Monsieur Eric Chenut, agissant en sa qualité de Vice-Président délégué en charge des partenariats,

Représentée par Roland Berthilier, Président

Ci-après dénommée « MGEN »,

D'une part,

### ET

L'Université Lumière Lyon 2, dont le siège est situé au :  
18, quai Claude Bernard – 69007 Lyon

Représenté par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER

Ci-après dénommée « L'université Lumière Lyon 2 » ou le « Partenaire »,

D'autre part,

MGEN et L'université Lumière Lyon 2 sont ci-après dénommés collectivement les « Parties » et individuellement la « Partie ».

### PREAMBULE

Placée dans un environnement en pleine mutation, la MGEN a souhaité initier une réflexion portant sur la place et le rôle des militants et des salariés dans l'organisation au regard des changements de l'environnement et de l'organisation.

Dans un contexte de complexification des activités, du cadre réglementaire et financier et de concurrence accrue venant à la fois d'autres mutuelles et du secteur privé classique de l'assurance, la MGEN souhaite faire le point sur les parcours des principaux acteurs de l'organisation (salariés et militants). Au regard de ces éléments, la Chaire d'Entrepreneuriat en ESS propose de travailler sur une étude ayant pour objectif d'éclairer la présidence et la direction générale de la MGEN sur le thème suivant : L'engagement des salariés et des militants dans une mutuelle en mutation la MGEN.

Il s'agira, en particulier, de décrire, d'analyser et de comprendre l'engagement des salariés et des militants, en tenant compte de leur trajectoire, de leur identité et du rapport entre le technique et le politique au sein de la MGEN. Ce travail permettra la formulation de recommandations afin de davantage mettre ce rapport en cohérence avec la stratégie du Président, tout en respectant les valeurs inhérentes à l'Economie Sociale et Solidaire et le cadre institutionnel. L'objectif de ces recommandations sera également d'accompagner la présidence et la direction dans leur processus de développement de leur stratégie

Dans ce cadre, les Parties se sont rapprochées afin de conclure la présente convention (ci-après la « Convention »).

Le présent préambule fait partie intégrante de la Convention.

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les conditions d'un partenariat entre MGEN et L'université Lumière Lyon 2

### **ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2**

La Chaire d'Entreprenariat en Economie Sociale et Solidaire de l'Université Lumière Lyon 2 mènera l'étude relative à l'engagement des salariés et des militants dans une mutuelle en mutation - la Mgen telle que décrite dans le préambule.

### **CONDITIONS D'EXECUTION**

Composition de l'équipe projet et membres du Comité de pilotage

Ce travail sera mis sous la responsabilité d'un comité de pilotage au sein de la Chaire ESS, composé de chercheurs confirmés, auxquels s'ajoutent éventuellement des chercheurs juniors et des étudiants de Master 2 ESS de l'Université de Lyon 2.

Responsables du projet :

Saïd YAHIAOUI, Maître de Conférences, enseignant chercheur en sciences de gestion, responsable de la chaire d'entrepreneuriat en ESS et de la mention de master ESS, Université Lumière Lyon 2, laboratoire COACTIS (EA 4161).

Lahsen ABDELMALKI, Maître de Conférences, enseignant chercheur en sciences économiques, coresponsable de la mention ESS, membre fondateur de la chaire d'entrepreneuriat en ESS, Université Lyon 2.

Bérangère SZOSTAK, Professeure des Universités, enseignant chercheur en sciences de gestion, Université de Lorraine, membre du conseil d'orientation de la chaire d'entrepreneuriat en ESS, laboratoire BETA (UMR 7522).

**Membres du COPIL :**

Sébastien DINE, Maître de Conférences, enseignant chercheur en sciences de gestion, Université de Saint-Etienne, laboratoire COACTIS (EA 4161).

Isabelle DEDUN, Maître de Conférences, enseignant chercheur en sciences de gestion, responsable de la formation continue du Master ESS, membre du conseil d'orientation de la chaire d'entrepreneuriat en ESS, Université Lyon 2, laboratoire COACTIS (EA 4161).

Marie FARE, Maître de Conférences, enseignant chercheur en sciences économiques, responsable du Master 1 ESS, membre du conseil d'orientation de la chaire d'entrepreneuriat en ESS, Université Lyon 2, laboratoire Triangle (5206).

Gilles HERREROS, Professeur en Sociologie, responsable de la formation continue du Master ESS, membre du conseil d'orientation de la chaire d'entrepreneuriat en ESS, Université Lyon 2, Laboratoire Max WEBER (UMR5283)

Alexandrine LAPOUTTE, Maître de Conférences, enseignant chercheur en sciences de gestion, membre du conseil d'orientation de la chaire d'entrepreneuriat en ESS, Université Lyon 2, laboratoire COACTIS (EA 4161).

Bruno MILLY, Professeur en sociologie, membre du conseil d'orientation de la chaire, Université Lyon 2, directeur du Centre MAX WEBER (UMR 5283).

**Chercheurs supplémentaires (liste non définitive) :**

Un chercheur junior en sciences économiques

Un chercheur junior en sciences de gestion

Un chercheur junior en sociologie

**Suivi de la convention**

L'équipe projet s'engage à tenir la direction de la MGEN régulièrement informée de l'avancée de ses travaux. Un premier livrable est prévu en juillet 2018.

**ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES**

La MGEN s'engage à rembourser à l'Université les frais afférents à la réalisation de l'étude, selon les modalités suivantes :

- Frais de déplacements et de mission des membres de l'équipe projet et du comité de pilotage engagés dans le cadre des rencontres avec les salariés et les militants de la MGEN pour la réalisation d'enquêtes : 600 euros ;
- Mise à disposition de chercheurs spécialisés dans le champ des enquêtes qualitatives : forfait de 25 000 euros pour 25 jours de travail, plus frais de déplacement.
- Achats de petits équipements et de licences pour le traitement des entretiens : 5 000 euros

#### Modalités de remboursement

Le remboursement des frais de déplacements sera effectué par la MGEN tous les deux mois.

Le remboursement des autres frais sera effectué en deux versements, le premier (15 000 euros) à la commande et le second (15 000 euros) à la livraison.

Aucun supplément ne sera versé s'il n'a pas fait l'objet d'un avenant à la Convention.

Les sommes dues feront l'objet d'un règlement dans les soixante (60) jours suivant la date d'émission de la facture par le Partenaire.

#### **ARTICLE 4 – ENTREE EN VIGUEUR – DUREE**

La Présente Convention entre en vigueur à sa date de signature par les Parties et pour une durée de deux ans.

Elle ne sera pas susceptible de tacite reconduction et seul un renouvellement exprès pourra intervenir.

#### **ARTICLE 5 – RESPONSABILITE - ASSURANCE**

- 6.1** Chaque Partie engage sa responsabilité pour tout dommage corporel, matériel et/ou immatériel (consécutif ou non) causé par son personnel, ses préposés ou sous-traitants, dans le cadre des prestations lui incombant au titre de la présente Convention.
- 6.2** Les Parties déclarent avoir souscrit auprès d'une compagnie notoirement solvable un contrat d'assurance garantissant leur responsabilité civile pour les activités exercées dans le cadre de la Convention.

#### **ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Tous logos, marques, dessins et autres créations intellectuelles mis à disposition de l'une des Parties par l'autre Partie restent la propriété exclusive de cette dernière.

En outre, chacune des Parties ne transfère aucun droit de propriété sur les contenus et chartes graphiques qu'elle est susceptible de fournir.

Chaque Partie s'interdit d'utiliser les logos, marques, dessins et autres créations intellectuelles de l'autre Partie. Néanmoins, pour les seuls besoins de l'exécution de la Convention, et uniquement pendant sa durée, chacune des Parties concède à l'autre Partie les droits de reproduction et de représentation non exclusifs de ses marques et logos. Dans ce cadre, chacune des Parties soumettra à l'autre Partie, préalablement à sa diffusion sous quelque forme que ce soit, tout projet de

communication ou tout support sur lequel apparaîtra le nom, les marques, ou logos dont les droits de reproduction et de représentation non exclusifs lui ont été concédés et respectera la charte graphique en vigueur. La Partie titulaire des droits validera expressément par écrit le projet de communication ou le support.

Chacune des Parties à la Convention garantit à l'autre Partie qu'elle dispose de tous les droits nécessaires sur lesdits marques et logos, et plus généralement tout droit de propriété intellectuelle dont elle concède les droits de reproduction et de représentation non exclusifs.

Chacune des Parties garantit l'autre Partie contre toute action ayant pour fondement le fait que l'utilisation de l'un quelconque des éléments des marques ou des logos enfreint tout droit de propriété intellectuelle dont un tiers serait titulaire.

De manière générale, chacune des Parties garantit l'autre Partie pendant la durée de prescription légale contre les conséquences notamment pécuniaires, susceptibles d'être mises à la charge de l'autre Partie à la suite de poursuites judiciaires fondées sur la contrefaçon et/ou la concurrence déloyale ou parasitaire pour usage illicite des marques ou des logos.

Les Parties s'interdisent d'entreprendre toute action qui aurait pour effet ou objet d'affecter l'image de marque, les marques ou la réputation de l'autre Partie.

#### **ARTICLE 7 – RESILIATION POUR MANQUEMENT CONTRACTUEL**

En cas d'inexécution ou de violation par l'une des Parties de l'une des dispositions de la Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie trente (30) jours après l'envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet et ceci sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

#### **ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE**

Chaque Partie s'engage à garder comme strictement confidentielles toutes les informations, de quelque nature que ce soit et sur quelque support que ce soit, transmises par l'autre Partie, à l'occasion de l'exécution de la Convention, réserve étant cependant faite des informations à l'égard desquelles la Partie pourrait apporter la preuve :

- (i) qu'elles étaient licitement en sa possession avant de les recevoir de l'autre Partie ;
- (ii) ou qu'elles étaient, à la date de signature de la Convention ou ultérieurement, tombées dans le domaine public ou ;
- (iii) qu'elles lui auraient été communiquées par un tiers de bonne foi sans que ce tiers ait exigé d'engagement de confidentialité à leur égard.

Chaque Partie s'engage à prendre toutes les mesures pour assurer le respect de cette obligation de confidentialité et elle s'interdit de divulguer, à toute personne physique ou morale, soit directement, soit indirectement, les informations confidentielles dont elle aurait connaissance dans le cadre de cette Convention et/ou de les reproduire et/ou de les utiliser, tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, à d'autres fins que l'exécution des modalités de la Convention.

Toutes informations confidentielles et leurs reproductions transmises par l'une des Parties à l'autre, restent la propriété de la Partie qui les a divulguées et doivent être restituées à cette dernière à sa demande.

Chaque Partie s'engage à ne transmettre les informations confidentielles reçues qu'aux seuls membres de son personnel qui auront été informés de la nature confidentielle de ces informations.

Les engagements souscrits dans le cadre du présent article sont conclus pour la durée de cette Convention et pour une durée de trois (3) ans suivant son terme pour quelque cause que ce soit.

Les termes de la Convention sont, de convention expresse, confidentiels et doivent être traités comme tels. Cette disposition ne s'applique pas dans l'hypothèse d'une communication de l'information sur demande administrative et toute autre hypothèse prévue par la réglementation ou dans un cadre judiciaire.

## **ARTICLE 9 – FORCE MAJEURE**

Aucune des Parties ne pourra être tenue responsable de l'inexécution de l'une de ses obligations contractuelles du fait de la survenance d'un cas de force majeure tel que reconnu par la jurisprudence constante de la Cour de Cassation.

Pour pouvoir bénéficier des stipulations du présent article, la Partie souhaitant invoquer un cas de force majeure devra le notifier à l'autre Partie dès qu'elle aura connaissance de la survenance d'un tel événement.

Pendant sa durée, l'événement de force majeure suspend pour la Partie s'en prévalant, l'exécution de ses obligations. Dans tous les cas, la Partie affectée par l'événement de force majeure devra faire tout ce qui est en son pouvoir afin d'éviter, éliminer ou réduire les causes du retard et reprendre l'exécution de ses obligations dès que l'événement invoqué aura disparu.

Si le cas de force majeure venait à excéder quinze (15) jours ouvrés à compter de la notification visée ci-dessus, la Partie affectée aura la faculté de notifier la résiliation de plein droit et sans indemnité de la Convention, sans autre formalité notamment judiciaire.

## **ARTICLE 10 – STIPULATIONS GENERALES**

### **10.1 – Autonomie des stipulations**

Si l'une ou plusieurs des stipulations de la Convention sont tenues pour nulles ou inapplicables ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations des présentes n'en seront pas affectées. Dans cette hypothèse, les Parties s'engagent à renégocier de bonne foi, la rédaction d'une nouvelle clause se substituant à la clause ainsi déclarée nulle, inapplicable ou non conforme.

### **10.2 - Cession**

La Convention est conclue intuitu personae et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre gratuit ou onéreux par les Parties, sauf accord écrit et préalable des Parties.

### **10.3 - Computation des délais**

Sauf disposition particulière dans un article de la Convention, tous les délais sont francs et décomptés en jours calendaires et courent à compter de la réception des notifications.

### **10.4 - Indépendance des Parties**

Aucune des Parties ne peut prendre un engagement au nom et pour le compte de l'autre Partie.

### **10.5 - Intégralité de la Convention**

La Convention, en ce compris le préambule et ses annexes, représente l'intégralité de l'accord entre les Parties. Elle annule et remplace tous les documents, accords ou contrats préalables, verbaux ou écrits, intervenus entre les Parties concernant son objet.

### **10.6 - Interprétation de la Convention**

Les titres des articles de la Convention sont utilisés pour en faciliter la compréhension, et ne sauraient être utilisés pour en interpréter le sens en faveur de l'une ou l'autre des Parties. En outre, la Convention est le fruit de négociations actives entre les Parties et ne saurait être considérée comme un contrat d'adhésion, dont l'interprétation pourrait être faite en faveur d'une Partie ou au détriment de l'autre.

### **10.7 - Modifications**

Aucune modification ne pourra être apportée à la Convention sans qu'un avenant ne soit au préalable signé par les Parties.

### **10.8 - Notification**

Toute notification (mise en demeure, compte rendu, approbation ou consentement) requise ou nécessaire en application de la Convention devra être faite par écrit et sera réputée valablement donnée si remise en main propre, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par un service spécialisé de courrier exprès contre signature d'un bordereau. Tout délai compté à partir d'une notification court à compter de la première tentative de remise au destinataire.

#### **10.9 - Non renonciation**

Tout défaut d'exercice ou un retard dans l'exercice d'un droit ou d'une prérogative par une Partie ne saurait être considéré comme la renonciation à ce droit ou cette prérogative au profit de l'autre Partie. De la même manière, l'exercice d'un seul droit ou l'exercice partiel d'un droit ou d'une prérogative n'exclut pas par avance l'exercice d'aucun autre droit ou prérogative prévu à la Convention. Aucune renonciation ne pourra produire d'effet à défaut d'être stipulée dans un écrit, signé par un représentant de chacune des Parties.

#### **ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE – REGLEMENT DES DIFFERENDS**

**11.1** La présente Convention est régie par le droit français.

**11.2** En cas de difficulté liée à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable. Cette procédure ne peut avoir pour effet d'empêcher ou de retarder la mise en œuvre par l'une ou l'autre des Parties d'une procédure sur requête ou en référé.

Tout litige qui ne pourrait être réglé de façon amiable sera soumis aux tribunaux compétents.

Fait en deux (2) exemplaires originaux à [à compléter],

Le [à compléter],

**MGEN**

**Université Lyon Lumière 2**

Roland Berthilier  
Président

Nathalie DOMPNIER  
Présidente